



Camp de réfugiés à Deishe, 1949

Les réfugiés p

La dimension du problème des réfugiés

Les réfugiés palestiniens forment le plus important et plus ancien groupe de personnes déplacées au monde. On estime actuellement à 7,4 millions le nombre de réfugiés palestiniens, y compris les descendants. La plupart d'entre eux ont été chassés ou déplacés lors d'opérations militaires en 1948 et 1967. On distingue trois groupes de réfugiés palestiniens:

- Les réfugiés palestiniens vivant à l'extérieur des frontières israéliennes ou à l'extérieur des territoires contrôlés et occupés par Israël, principalement dans les pays arabes voisins.
- Les réfugiés palestiniens vivant dans les territoires occupés de Cisjordanie et de la Bande de Gaza.
- Les réfugiés palestiniens (appelés «Internally Displaced Persons») vivant à l'intérieur des frontières actuelles de l'Etat d'Israël.

Israël se définit Etat juif. Cela signifie que la population arabe en Israël subit diverses formes de discrimination et se trouve de fait mise à l'écart. Quant aux réfugiés palestiniens, ils se voient pour cette raison interdire depuis 60 ans de retourner dans leurs villages et maisons d'origine en raison de leur origine ethnique, nationale ou religieuse.

La Nakba a 60 ans...

60 ans d'expulsion

Au cours des mois qui ont précédé et suivi la création de l'Etat d'Israël, en 1948, les trois quarts de la population arabe ont été expulsés. Les bombardements des villes côtières, les attaques sur les villages isolés, l'expulsion des civils des zones urbaines, les massacres opérés par les groupes militaires sionistes ont expulsé la population indigène arabe hors de sa terre natale. En quelques mois, le «transfert» par la force a déraciné plus de 700'000 personnes.

Expulsion planifiée

Cette expulsion, analysée minutieusement par de nombreux chercheurs, éclairée par les derniers travaux de l'historien israélien Ilan Pappé, s'est déroulée de façon systématique et planifiée. La direction sioniste, constitué autour de David Ben Gourion, avait en sa possession des informations détaillées concernant les villes et les villages arabes et sur les capacités de résistance des Palestiniens. Ces données ont fourni la base des plans militaires (Plan Dalet) pour l'expulsion de la population arabe hors du futur Etat d'Israël.

Eliminer les traces

Dans les années qui ont suivi sa création, Israël a mis en place toute une stratégie visant à occulter toute trace de

la présence arabe sur cette terre. 347 villages palestiniens ont été rasés, les noms des lieux « hébraïsés », les vestiges archéologiques enfouis sous des parcs d'attractions, les maisons vidées de leurs occupants ont été déclarés «biens vacants» et réquisitionnées pour les nouveaux immigrants. L'interdiction de retour dans leurs foyers a été prononcée contre les personnes déplacées de quelques kilomètres. Les réfugiés, tentant le retour depuis leur exil, furent punis sévèrement, beaucoup furent abattus. Le nouvel état israélien s'est approprié une grande partie des terres palestiniennes.

Mythes

Ce nettoyage ethnique de la Palestine a été profondément enfoui par une historiographie officielle qui a entretenu les mythes fondateurs de la société israélienne, du mythe sioniste précurseur d'«une terre sans peuple pour un peuple sans terre» à celui du «départ volontaire» des Palestiniens encouragés par les appels des dirigeants arabes en 1948. L'entreprise coloniale israélienne a été transformée en un bienfait «faisant fleurir le désert». Pour que la vérité historique soit rétablie, il aura fallu une volonté farouche des Palestiniens pour reconstituer l'histoire de leur tragédie «la Nakba» ainsi que les recherches critiques d'une nouvelle génération d'historiens israéliens.

EXPANSION D'ISRAËL DE 1947 À NOS JOURS

(Gris foncé: Territoires palestiniens)



Le plan de partage de l'ONU de 1947



Israël et territoires palestiniens à la veille de la guerre de 1967



Le morcellement des territoires occupés palestiniens en 2008

Camp de réfugiés palestiniens à Baqa'a, Jordanie, 1969



Nouvelles colonies encerclant Jérusalem, 2002

«Soixante ans après» de Michel WARSCHAWSKI (Ecrivain et militant pacifiste, vivant à Jérusalem)

Célébrer les soixante ans de la création de l'Etat d'Israël est en soi problématique, car si pour beaucoup il s'agit de la création d'un refuge pour les rescapés du génocide hitlérien, c'est aussi la victoire d'un projet colonial que l'on fête. La célébration de cet anniversaire sans mentionner les victimes directes de la création d'Israël est, quant à elle, proprement obscène: quand les jeunes citoyens du récemment-né Etat Juif dansaient sur la place de Tel Aviv, des centaines de milliers d'indigènes prenaient la route de l'exil, il est important de le rappeler, si on ne veut pas être accusé, et à juste titre, de négationnisme. Car la création de l'Etat d'Israël a deux faces, inséparables l'une de l'autre: souveraineté juive et dépossession arabe. L'indépendance des uns a fait des autres des réfugiés. Accident tragique de l'histoire? Non, et c'est là un des nombreux mythes qui entourent le sionisme et la création de l'Etat Juif. En fait, on peut parler de deux séries de mythes: ceux qui concernent la genèse d'Israël et ceux qui entourent la réalité présente.

Dans la première catégorie, celui qui décrit la Palestine des premiers moments de la colonisation sioniste comme «une terre sans peuple pour un peuple sans terre». Car s'il est vrai que le peuple juif (concept qui est lui-même l'objet de grandes controverses) n'est nulle part souverain, il est faux de décrire la Palestine comme une terre vide: un peuple y vit et contrairement aux images orientalistes, y a développé une agriculture et depuis les années vingt, l'embryon d'une industrie. Toujours encore dans la série des mythes liés à la genèse

d'Israël, la «fuite des réfugiés»: les Nouveaux Historiens israéliens ont réglé son sort à ce colossal mensonge: les Palestiniens sont devenus un peuple de réfugiés suite à une guerre de nettoyage ethnique dûment planifiée et non par une subite envie de quitter leur patrie pour les tentes des camps de l'UNRWA.

Quant aux mythes qui entourent la réalité de l'Etat Juif, ils ont servi d'arrière-fond à une campagne de propagande qui a duré cinq décennies et dont on ne peut nier l'efficacité. Mentionnons-en trois.

D'abord qu'Israël est la seule démocratie au Proche Orient. Car l'Etat d'Israël lui-même ne se définit pas comme une démocratie, mais comme un «Etat Juif et Démocratique». La nuance est de taille: «Etat Juif» implique un statut privilégié, inscrit dans les bases constitutionnelles et les lois de l'Etat, pour une communauté, au détriment des autres, ce qui est contradictoire avec le principe démocratique. L'accès à la terre et au droit de résidence ainsi que les lois concernant l'immigration ne sont pas les mêmes pour citoyens juifs et arabes, même si ces derniers jouissent des mêmes droits civiques et donc parler de démocratie est totalement inapproprié.

Autre mythe: Israël comme société égalitaire, voire comme exemple du socialisme démocratique, ce que confirmeraient les Kibboutzim et la place centrale de la Histadruth, institution unique au monde qui unit confédération syndicale, principal patron de l'industrie lourde, seconde banque du pays, sécurité sociale, principale confédération sportive et bien d'autres

choses encore. Le politologue Zeev Sternhell a réglé son sort à ce mythe, en montrant que toutes ces institutions, y compris le collectivisme économique n'étaient que des moyens – provisoires – pour mettre en place un Etat moderne par en haut, puisque n'existaient pas les moyens d'un développement organique par le bas... Comme ça a d'ailleurs été le cas dans des dizaines d'Etats nouveaux nés de la décolonisation.

Mythe aussi que «l'immigration spontanée» des Juifs des pays arabes qui, dans leur majorité, ont été contraints de quitter leur patrie par des manipulations – y compris des attentats perpétrés par les Services Secrets sionistes – et des accords secrets avec les régimes arabes en place.

Si les Nouveaux Historiens israéliens sont aujourd'hui connus à travers le monde, il n'en est pas de même des «nouveaux sociologues» et autres critiques de la société israélienne et de l'Etat qui ont permis une remise en question radicale des mythes qui entourent ces réalités. Ce travail de recherche critique a largement contribué au développement de mouvements sociaux qui, en Israël, revendiquent un «Autre Israël», plus égalitaire et plus ouvert à l'Autre qu'il soit Juif ou non.

Le combat pour un Etat démocratique et laïque est, après 60 ans d'existence d'Israël, plus nécessaire que jamais. Il sera un combat commun judéo-arabe, un combat de remise en question des fondamentaux sionistes, ou ne sera pas, et Israël continuera à développer, toujours davantage, beaucoup des caractéristiques d'un Etat d'apartheid.